


AFRICAN UNION		UNION AFRICAINE
الاتحاد الأفريقي		UNIÃO AFRICANA
AFRICAN COURT ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES		

AFFAIRE

SEBASTIEN GERMAIN AJAVON

C.

REPUBLIQUE DU BENIN

REQUÊTE N°013/2017

ORDONNANCE PORTANT RABAT DU DÉLIBÉRÉ

05 DÉCEMBRE 2018



Handwritten signatures and initials in blue ink, including 'Jure S', 'Aug', 'NG', and other illegible marks.

La Cour composée de : Sylvain ORÉ, Président, Ben KIOKO, Vice-Président, Gérard NIYUNGEKO, El Hadji GUISSÉ, Rafaâ BEN ACHOUR, Ângelo V. MATUSSE, Suzanne MENGUE, M-Thérèse MUKAMULISA, Tujilane R. CHIZUMILA, Chafika BENSOUOLA, Juges et Robert ENO, Greffier.

En l'affaire :

Sébastien Germain AJAVON

représenté par :

- i. Me Marc BENSIMHON, avocat au Barreau de Paris
- ii. Me Yaya POGNON, avocat au Barreau de Cotonou
- iii. Me Issiaka MOUSTAPHA, avocat au Barreau de Cotonou

contre

RÉPUBLIQUE DU BENIN

représentée par :

- i. Me Cyrille DJIKUI, avocat au Barreau de Cotonou, ancien Bâtonnier
- ii. Me Elie VLAVONOU KPONOU, avocat au Barreau de Cotonou
- iii. Me Charles BADOU, avocat au Barreau de Cotonou.

Après en avoir délibéré,

rend la présente ordonnance :

I. LES PARTIES

1. Le Requéran, est sieur Sébastien Germain AJAVON, (ci-après « le Requéran »), homme d'affaires et homme politique de la République du Bénin.

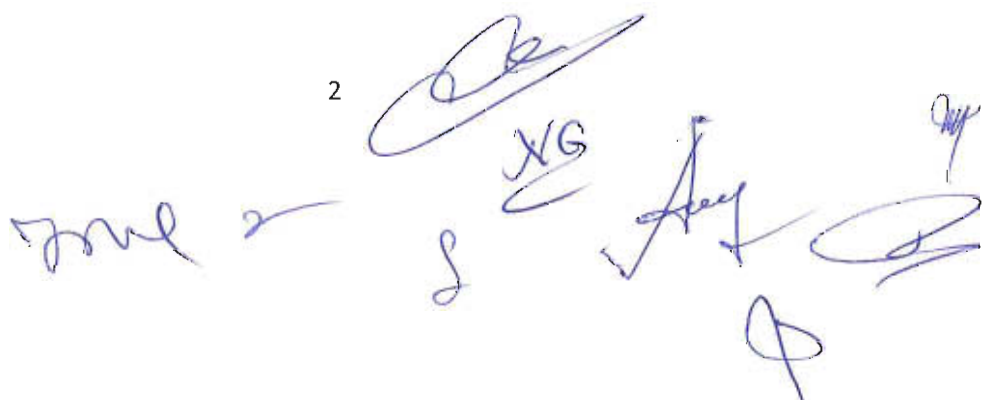
Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page. There are several distinct signatures, including one that appears to be 'Sébastien Germain AJAVON' and others that are less legible. There are also some initials and symbols, such as 'NG' and a circle with a cross inside.

2. L'État défendeur est la République du Bénin (ci-après dénommée « État défendeur ») qui est devenue partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, (ci-après dénommée « la Charte »), le 21 octobre 1986 et au Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (ci-après dénommé « le Protocole »), le 22 août 2014. L'Etat défendeur a en outre déposé, le 8 février 2016, la Déclaration prévue à l'article 34(6) du Protocole acceptant la compétence de la Cour pour recevoir les requêtes directement introduites par les individus et les organisations non gouvernementales.

II. OBJET DE LA REQUÊTE

3. La Cour a été saisie de la requête en date du 27 février 2017. Dans celle-ci, le Requéranant a exposé qu'entre les 26 et 27 octobre 2016, la gendarmerie du Port Autonome de Cotonou et la Direction des douanes béninoises ont été alertées de la présence d'une quantité importante de cocaïne dans un conteneur à bord du navire « MSC Sophie » transportant des produits surgelés.
4. Sur la base de cette information donnée par les Services de Renseignements et de la Documentation de la Présidence de la République du Bénin, le Ministère public et la Douane béninoise ont, dès le 28 octobre 2016, ouvert une procédure judiciaire contre le Requéranant et trois de ses employés pour trafic de dix-huit (18) kg de cocaïne pure trouvés dans un conteneur de produits surgelés importés par la Société Comptoir Mondial de Négoce (COMON SA) dont il est l'administrateur général.
5. Le 04 novembre 2016, la Chambre correctionnelle du Tribunal de première instance de première classe de Cotonou, par jugement n°262/ IFD-16, a relaxé le Requéranant et un des employés des fins de la poursuite pour insuffisance de preuves et au bénéfice du doute. Les deux autres employés ont été relaxés « purement et simplement ».

2



6. Le Requérant a également allégué que l'administration des Douanes a procédé à la suspension du terminal à conteneur de la Société de Courtage de Transit et de Consignation (SOCOTRAC) ainsi qu'au retrait de l'agrément de commissionnaire en douane à la Société SOCOTRAC. La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), par deux décisions datées du 28 novembre 2016 a procédé à la coupure des signaux de la station de radio diffusion SOLEIL FM ainsi que de la chaîne de télévision SIKKA TV. Le Requérant a allégué qu'il est l'actionnaire majoritaire dans toutes ces sociétés.
7. Dans sa requête soumise à la Cour le 27 février 2017, le Requérant, estimant que l'affaire de trafic international de drogue et la procédure subséquente s'inscrivent dans le cadre d'«un complot ourdi » contre lui et violent ses droits garantis et protégés par les instruments internationaux des droits de l'homme, a saisi la Cour de céans.
8. Par ailleurs, en octobre 2018, le Requérant a fait état de la création, en juillet 2018, d'une Cour d'exception, par l'Etat défendeur, en vue de le juger à nouveau pour la même affaire de trafic de drogue, et qui l'a effectivement condamné à vingt ans de prison ferme.

III. RÉSUMÉ DE LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR

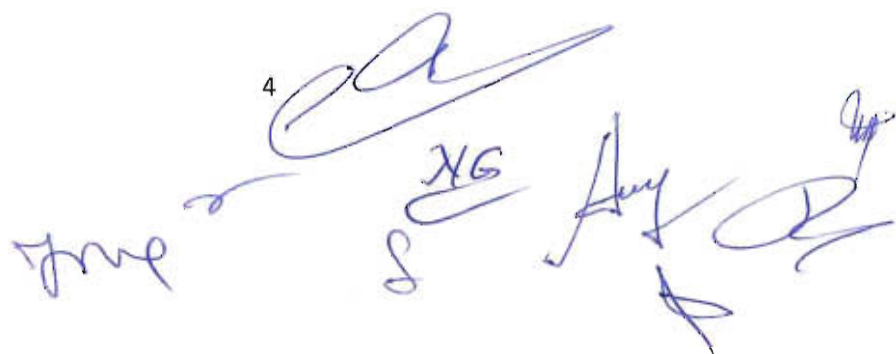
9. La Requête a été reçue au Greffe le 27 février 2017 et a été notifiée à l'État défendeur le 31 mars 2017. Par lettre datée du 29 mai 2017, reçue au Greffe le 1er juin 2017, l'Etat défendeur a soumis son mémoire sur les exceptions préliminaires.

3

The bottom of the page contains several handwritten signatures and initials in blue ink. On the left, there is a signature that appears to be 'Jme'. To its right is a large, stylized signature. Further right, there are several smaller signatures and initials, including one that looks like 'Aug' and another that looks like 'NS'. There are also some scribbles and other marks.

10. Dans une lettre datée du 17 juillet 2017, reçue au Greffe le 19 juillet 2017, le Requéranant a soumis sa réplique aux exceptions préliminaires soulevées par l'État défendeur. Le 29 août 2017, l'Etat défendeur a soumis sa duplique sur les exceptions préliminaires.
11. Le 09 octobre 2017, le Requéranant a répondu à la duplique. Le 14 novembre 2017, l'État défendeur a soumis sa réponse aux observations du Requéranant sur sa duplique.
12. Le 27 novembre 2017, le Greffe a informé les parties que la procédure écrite dans la présente affaire était close.
13. Dans une lettre datée du 06 novembre 2017, reçue au Greffe le 11 décembre 2017, le Requéranant a allégué de nouvelles attaques contre sa personne et l'utilisation de nouvelles méthodes par l'État défendeur en vue d'asphyxier ses entreprises et a sollicité, de ce fait, la tenue d'une audience publique. Le 26 mars 2018, il a réitéré cette demande.
14. Le 09 mai 2018, la Cour a tenu son audience publique et a mis l'affaire en délibéré tout en accordant à l'État défendeur l'autorisation de déposer, dans un délai de trente (30) jours, sa réponse aux nouveaux moyens du Requéranant. Ladite réponse a été déposée au Greffe le 13 mai 2018.
15. Dans une lettre datée du 15 octobre 2018 et reçue le 16 octobre 2018, le Requéranant a soumis à la Cour de nouvelles allégations en rapport avec l'affaire. Dans ses écritures, il a fait valoir qu'alors que l'arrêt de la Cour de céans est attendu par les parties, l'État du Bénin a créé, par une loi datée du 02 juillet 2018, une juridiction d'exception nommée « Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme (ci-après « CRIET ») pour connaître, une fois encore, de l'affaire de trafic international de drogue qui l'a impliqué. Il a également allégué que cette nouvelle procédure implique de nouvelles violations de ses droits

4



et a sollicité que la Cour rende une ordonnance demandant à l'État défendeur de surseoir à son procès devant la CRIET.

16. Le 24 octobre 2018, le Greffe a notifié à l'État défendeur les nouvelles allégations du Requéran.

17. Le 26 octobre 2018, le Requéran a soumis une autre lettre dans laquelle il fait état de l'arrêt de condamnation rendu par la CRIET et a demandé à la Cour de rendre, à titre de mesures provisoires, une ordonnance de sursis à l'exécution dudit arrêt. Cette lettre a été enregistrée au Greffe le 31 octobre 2018.

18. Le 31 octobre 2018, le Greffe a reçu du Requéran une lettre datée du même jour. Dans celle-ci, le Requéran a produit le compte-rendu de l'Assemblée générale des magistrats de Cotonou, qui soutient l'illégalité de la CRIET et a demandé à la Cour de prendre toutes mesures appropriées, y compris le sursis à l'exécution de l'arrêt rendu par la CRIET jusqu'à l'examen du pourvoi en cassation.

19. Le 05 novembre 2018, le Requéran a adressé à la Cour une lettre rectificative de celle en date du 31 octobre 2018 et a demandé à la Cour de considérer le sursis à l'exécution de l'arrêt de la CRIET jusqu'à sa décision et non jusqu'à l'examen du pourvoi en cassation. Cette lettre a été reçue au Greffe le 20 novembre 2018 et notifiée à l'État défendeur le même jour.

20. Le 07 novembre 2018, le Greffe a notifié à l'État défendeur les lettres du Requéran datées respectivement du 26 et 31 octobre 2018.

21. Le 12 novembre 2018, le Requéran a réitéré sa demande de sursis à l'exécution de l'arrêt de la CRIET. Cette lettre a été reçue au Greffe le 19 novembre 2018 et notifiée à l'État défendeur le 20 novembre 2018.

Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page. From left to right: a large signature, the number '2', the Roman numeral 'XIS', a signature that appears to be 'Aug', and several other initials and signatures.

22. Le 13 novembre 2018, l'État défendeur a formulé ses observations sur la recevabilité des nouvelles allégations soumises par le Requéant. Les observations de l'État défendeur ont été reçues le 14 novembre 2018 au Greffe qui les a notifiées au Requéant le même jour.

23. Le 20 novembre 2018, le Greffe a reçu les observations de l'État défendeur, formulées dans sa lettre en date du 19 novembre 2018, sur le sursis à l'exécution de l'arrêt rendu par la CRIET. Le même jour le Greffe a transmis lesdites observations au Requéant.

24. Le 21 novembre 2018, le Requéant a soumis à la Cour un ensemble de documents, à l'appui des nouvelles allégations de violation de ses droits, constitué d'un rapport d'étude menée par le Barreau du Bénin sur la CRIET, la transcription de la déclaration du Président de l'Union National des Magistrats du Bénin ainsi qu'une copie de l'arrêt rendu par la CRIET. Lesdits documents ont été transmis à l'État défendeur le même jour.

IV. POSITION DE LA COUR

25. La Cour note que les développements intervenus après la mise en délibéré de l'affaire ont un lien avec les faits allégués dans la Requête introduite le 27 février 2017 et présentent une continuité certaine avec ces derniers.

26. A cet égard, la Cour considère que dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, elle dispose du pouvoir inhérent de décider de rabattre le délibéré, de réouvrir les débats et de recevoir les nouvelles pièces déposées par les parties après la mise en délibéré de l'affaire.

V. DISPOSITIF

6



27. Par ces motifs,

LA COUR,

A l'unanimité,

- i. *Rabat* le délibéré en l'affaire objet de la Requête n°013/2018 Sébastien Germain Ajavon c. République du Bénin et décide la réouverture de la procédure écrite;
- ii. *Reçoit* les nouvelles pièces déposées par les parties après la mise en délibéré de l'affaire ;
- iii. *Accorde* au Requérant un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la présente ordonnance pour soumettre sa réplique au mémoire en défense de l'État défendeur sur tous les aspects de l'affaire.

Ont signé :

Sylvain ORE, Président ;

Ben KIOKO, Vice-président ;

Gérard NYUNGEKO, Juge ;

EI Hadj GUISSSE, Juge ;

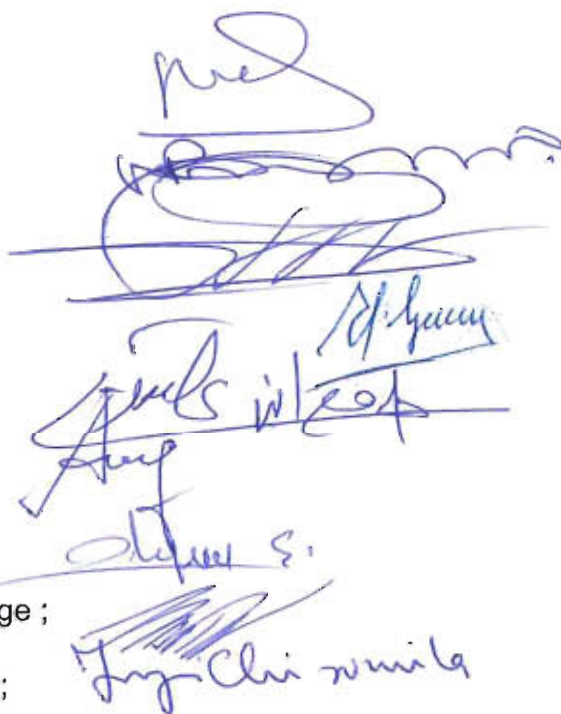
Rafaâ BEN ACHOUR, Juge ;

Ângelo V. MATUSSE, Juge ;


Suzanne MENGUE, Juge ;

M-Thérèse MUKAMULISA, Juge ;

Tujilane R. CHIZUMILA, Juge ;



The image shows seven handwritten signatures in blue ink, corresponding to the list of judges on the left. The signatures are written in a cursive style. The first signature is the most prominent and appears to be 'Sylvain ORE'. The other signatures are less legible but correspond to the names listed.

Chafika BENSAOULA, Juge ; 

et

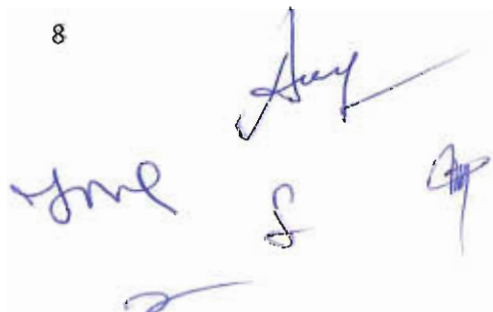
Robert ENO, Greffier.




Fait à Tunis, le cinquième jour du mois de décembre 2018, en anglais et en français, le texte français faisant foi.



8



AFRICAN UNION		UNION AFRICAINE
الاتحاد الأفريقي		UNIÃO AFRICANA
AFRICAN COURT ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES		

THE MATTER OF

SEBASTIEN GERMAIN AJAVON

v.

REPUBLIC OF BENIN

APPLICATION No. 013/2017

ORDER FOR RE-OPENING OF PROCEEDINGS

5 DECEMBER 2018



Handwritten signatures and initials in blue ink, including 'NG', 'Aug', and other illegible marks.

The Court composed of: Sylvain ORÉ, President; Ben KIOKO, Vice-President; Gérard NIYUNGEKO, El Hadji GUISSÉ, Rafaâ BEN ACHOUR, Ângelo V. MATUSSE, Suzanne MENGUE, M-Thérèse MUKAMULISA, Tujilane R. CHIZUMILA, Chafika BENSAOULA, Judges; and Robert ENO, Registrar,

In the matter of:

Sébastien Germain AJAVON

represented by:

- i. Advocate Marc BENSIMHON, Barrister at the Bar of Paris;
- ii. Advocate Yaya POGNON, Barrister at the Bar of Cotonou; and
- iii. Advocate Issiaka MOUSTAPHA, Barrister at the Bar of Cotonou.

versus

REPUBLIC OF BENIN

represented by:

- i. Advocate Cyrille DJIKUI, Barrister at the Bar of Cotonou, former President of the Bar;
- ii. Advocate Elie Vlavonou KPONOU, Barrister at the Bar of Cotonou; and
- iii. Advocate Charles BADOU, Barrister at the Bar of Cotonou.

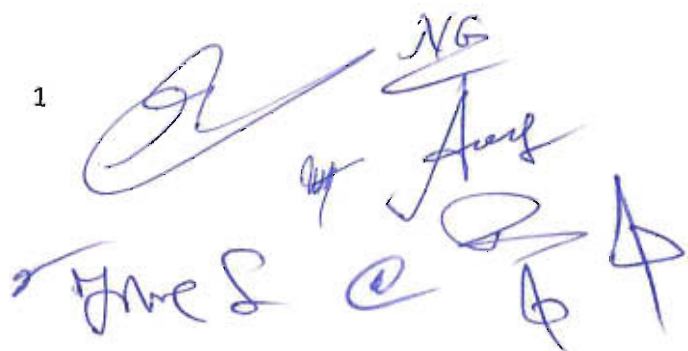
after deliberation

issues the following Order:

I. THE PARTIES

1. The Applicant Mr. Sébastien Germain Ajavon (hereinafter referred to as "the Applicant") a businessman and politician, is a national of Benin.

1



2. The Respondent State is the Republic of Benin (hereinafter referred to as "the Respondent State") which became party to the African Charter on Human and Peoples' Rights (hereinafter referred to as "the Charter") on 21 October 1986 and to the Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Establishment of an African Court on Human and Peoples' Rights (hereinafter referred to as "the Protocol") on 22 August 2014. The Respondent State, on 8 February 2016, also deposited the declaration prescribed under Article 34(6) of the Protocol accepting the jurisdiction of the Court to receive cases directly from individuals and Non-Governmental Organisations.

II. SUBJECT OF THE APPLICATION

3. The Court was seized of the Application on 27 February 2017. The Applicant submits that, between 26 and 27 October 2016, the *gendarmerie* of the Autonomous Port of Cotonou and the Benin Customs Department were alerted to the presence of a large quantity of cocaine in a container aboard the ship "MSC Sophie" transporting frozen goods.
4. Based on the information given by the Intelligence and Documentation Department of the Office of the President of the Republic of Benin, the Public Prosecutor's Office and the Benin Customs, as of 28 October 2016, initiated legal proceedings against the Applicant and his three employees for trafficking eighteen (18) kilograms of pure cocaine found in a container of frozen goods imported by *Société Comptoir Mondial de Négoce* (COMON SA) of which he is the Chief Executive Officer.
5. On 4 November 2016, the Criminal Chamber of Cotonou First Class Court of First Instance Court, by Judgment No. 262/IFD-16, acquitted the Applicant and one of his employees for lack of evidence and for the benefit of the doubt. The other two employees were also released without being charged.

Handwritten signatures and initials in blue ink. The text includes "NG" at the top right, "Aug" in the middle right, and "times" at the bottom left. There are several large, stylized signatures and smaller initials scattered around the page.

6. The Applicant also alleges that, in the process, the Customs Administration suspended the container terminal of the *Transit and Consignment Brokerage Company* (SOCOTRAC) and withdrew its customs brokerage license. The High Authority for Audiovisual and Communication (HAAC), by two decisions both dated 28 November 2016, disconnected the signals of the radio station SOLEIL FM and the TV channel SIKKA TV. The Applicant alleged that he is the majority shareholder in all these companies.
7. In his application of 27 February 2017, the Applicant indicated that he brought the matter before this Court in the belief that the international drug trafficking case and the subsequent proceedings were part of a conspiracy orchestrated against him and violated his human rights guaranteed and protected by international human rights instruments.
8. Moreover, in October 2018, the Applicant reported the creation by the Respondent State, in July 2018, of a special court to try him once again for the same case of drug trafficking, and actually sentenced him to twenty years in prison.

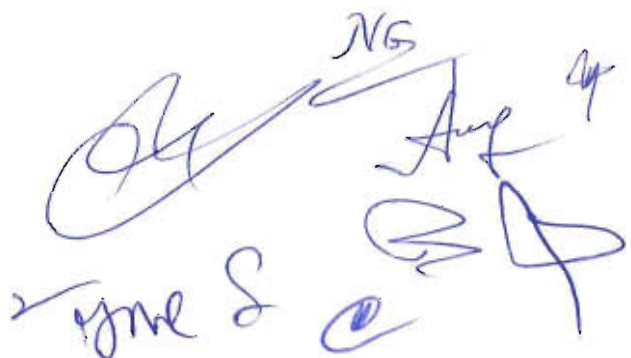
III. SUMMARY OF PROCEDURE BEFORE THE COURT

9. The Application was filed on 27 February 2017 and served on the Respondent State on 31 March 2017. The Respondent State filed its Brief on Preliminary Objections on 1 June 2017.
10. In a letter dated 17 July 2017 and received at the Registry on 19 July 2017, the Applicant filed his Reply to the Respondent State's preliminary objections; and on 29 August 2017, the Respondent State submitted its Rejoinder on the Applicant's Reply to the preliminary objections.
11. On 9 October 2017, the Applicant replied to the Rejoinder, and on 14 November 2017, the Respondent State submitted its Response to the Applicant's observations on its Rejoinder.

Handwritten signatures and initials in blue ink. The text includes 'NG' at the top, 'Aug' in the middle, and 'RIP' below it. There are several other illegible signatures and initials scattered around, including one that looks like 'Sime' at the bottom left.

12. On 27 November 2017, the Registry notified the parties that the written proceedings in this case were closed.
13. In a letter dated 6 November 2017, received on 11 December 2017, the Applicant alleged further attacks against his person and the use of new methods by the Respondent State to stifle his companies and as such requested a public hearing of the case. The Applicant reiterated this request on 26 March 2018.
14. On 9 May 2018, the Court held a public hearing, and granted the Respondent State leave to file its Response to the Applicant's further submissions within thirty (30) days. This Response was filed at the Registry on 13 May 2018.
15. In a letter dated 15 October 2018, received on 16 October 2018, the Applicant brought before the Court new allegations in respect of the case in which he indicated that while the judgment of the Court was being awaited by the parties, the Respondent State, by a Law dated 2 July 2018, established a special court named "Economic Crimes and Terrorism Court (hereinafter referred to as "CRIET") to once again hear the case of international drug trafficking which involves him. He also alleged that the new proceedings involves fresh violations of his rights for which he solicits the Court to issue an order requesting the Respondent State to stay its proceedings before CRIET.
16. On 24 October 2018, the Registry notified the Respondent State of the new allegations tendered by the Applicant.
17. On 26 October 2018, the Applicant submitted another letter in which he referred to the CRIET judgment convicting him and requested the Court to issue, as a provisional measure, an order for a stay of execution of that judgment. This letter was registered in the Registry on 31 October 2018.

NG
Aug
S
e



18. On 31 October 2018, the Registry received from the Applicant a letter dated the same day. In that letter, the Applicant referred to the record of proceedings of the General Assembly of Cotonou Magistrates highlighting the illegality of CRIET and requesting this Court to take all appropriate measures, including a stay of execution of the judgment delivered by CRIET, until consideration of the cassation appeal.
19. On 5 November 2018, the Applicant addressed to the Court a *corrigendum* to the letter dated 31 October 2018, and requested the Court to consider a stay of execution of the CRIET judgment up to the date of its decision rather than until consideration of the cassation appeal. This letter was received at the Registry on 20 November 2018 and served on the Respondent State on the same day.
20. On 7 November 2018, the Registry notified the Respondent State of the Applicant's letters dated 26 and 31 October 2018, respectively.
21. On 12 November 2018, the Applicant reiterated his request for a stay of execution of the CRIET judgment. This letter was received at the Registry on 19 November 2018 and served on the Respondent State on 20 November 2018.
22. On 13 November 2018, the Respondent State filed its observations on the admissibility of the new allegations submitted by the Applicant. The Respondent State's submissions were received on 14 November 2018 at the Registry, which transmitted the same to the Applicant on the same day.
23. On 20 November 2018, the Registry received the Respondent State's observations as contained in the latter's letter dated 19 November 2018, on the prayer for a stay of execution of CRIET judgment. On the same day, the Registry transmitted the said observations to the Applicant.
24. On 21 November 2018, the Applicant submitted to the Court a set of documents in support of the allegations of violation of his rights, consisting

Handwritten signatures and initials in blue ink. At the top, there is a signature that appears to be '216' with a flourish. Below it, the word 'Aug' is written. To the right, there is a vertical signature. At the bottom, there are several initials, including 'S' and 'e'.

of a study report conducted by the Benin Bar Association on CRIET, the transcript of the statement of the President of the National Union of Magistrates of Benin and a copy of the judgment delivered by CRIET. The said documents were served on the Respondent State on the same day.

IV. POSITION OF THE COURT

25. The Court notes that the developments that occurred after the matter was placed on the deliberations are linked to the facts alleged in the Application filed on 27 February 2017 and represent an obvious continuity with the facts in question.

26. In this regard, the Court holds that in the interest of proper administration of justice, it has the inherent power to decide to set aside the deliberation, reopen the pleadings and admit the new evidence filed by the parties after the matter has been placed under deliberation.

V. OPERATIVE PART

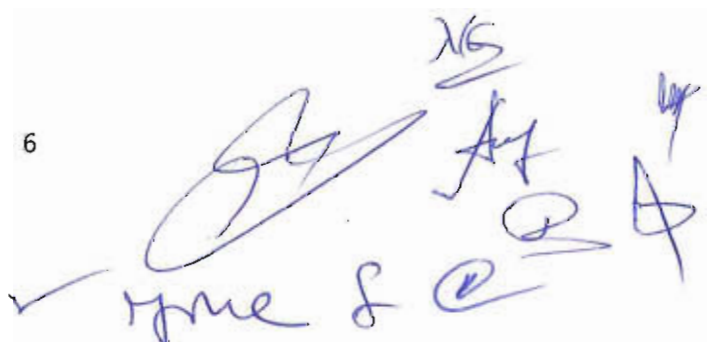
27. For these reasons:

The Court

unanimously,

- i. *sets aside* the deliberation on Application No. 013/2017 - *Sébastien Germain Ajavon v. Republic of Benin*, and decides to reopen written pleadings.
- ii. *admits* the new evidence filed by the parties after the matter was placed under deliberation;

6



The image shows several handwritten signatures and initials in blue ink. On the left, there is a large, stylized signature. To its right, there are several smaller initials and signatures, including one that appears to be 'NG' at the top, followed by 'AJ', and another that looks like 'R' or 'Q'. There are also some other scribbles and marks.

- iii. allows the Applicant thirty (30) days from the date of notification of this Order to submit on all aspects of the case, his Reply to the Respondent State's Response.

Signed:

Sylvain ORÉ, President;

Ben KIOKO, Vice-President;

Gérard NIYUNGEKO, Judge

EI Hadji GUISSÉ, Judge

Rafaâ BEN ACHOUR, Judge

Ângelo V. MATUSSE, Judge

Suzanne MENGUE, Judge

M-Thérèse MUKAMULISA, Judge

Tujilane R. CHIZUMILA, Judge

Chafika BENSAOULA, Judge;

and Robert ENO, Registrar.

Done at Tunis, this Fifth Day of December in the Year 2018, in English and French, the French text being authoritative.

